



Comment saisir la chance qu'offre la reprise économique ?



par *Hubert Tassin – Président des P.P.*

Les différents indices de l'économie française, et les statistiques comme les publications des entreprises témoignent de la réalité du rebond conjoncturel en Europe et en France. Nous devrions finir l'année 2015 au-dessus des 1,2 % de croissance anticipés aujourd'hui, sans doute au-dessus de 1,5 %. Par comparaison avec les dernières années, c'est une évolution qui va être bienvenue pour le plan d'affaires des sociétés de courses, bâti à partir de celui du PMU. Le cycle va se développer en 2016 et dans les années suivantes

L'influence de l'activité économique

Certains, dans notre Institution, feignent de croire que le marché des jeux en France, et singulièrement celui des paris hippiques, peut être déconnecté de la situation économique générale. Il n'en est évidemment

Vendredi 17 avril 2015 – N°72

rien. L'argument qui consiste à pointer l'évolution favorable du chiffre d'affaires de la Française des Jeux en 2014 n'est pas valable. L'avantage concurrentiel dont dispose la FdJ avec la commercialisation des paris sportifs dans le réseau physique explique pour une large part l'écart avec les paris hippiques l'année dernière, le solde provenant de la hausse de 25 % du prix du ticket du produit phare qu'est l'euro-million.

Il est cependant exact d'observer que les évolutions de l'économie impactent les paris hippiques avec un effet retard. L'indicateur – « robuste » pour employer les termes de Xavier Hurstel le président du PMU – est le taux de chômage: un point de chômage en plus ou en moins entraîne une baisse ou une hausse de 2 % de l'activité des jeux hippiques. Les effets négatifs de la crise ne se sont pas fait immédiatement sentir sur le PMU. On a pu observer plus récemment que le point bas de la consommation en France a été passé début décembre dans la grande distribution, et qu'il a fallu attendre le début mars pour qu'une amélioration (modeste) se traduise dans le chiffre d'affaires des courses.

La tendance conjoncturelle est là et est sans doute mieux accrochée que beaucoup ne le craignent : on ne peut que suivre l'analyse du patron de la Banque Centrale Européenne



qui note « *une amplification et un renforcement graduel de la reprise économique* ». Cependant, le retour modéré de la croissance va dans un premier temps être insuffisant pour se traduire rapidement sur le marché de l'emploi. Au-dessous de 2% de croissance, il faudrait un choc de confiance (retournement de la pression fiscale, réforme au fond de la réglementation salariale, etc ...) pour observer une réelle amélioration de l'emploi

Pour ne pas injurier l'avenir

Cette conjoncture va cadrer les budgets des sociétés de courses. Le plus dur est sans doute passé, mais on ne sort pas d'une crise sans des évolutions de comportement des agents économiques, pour ce qui nous concerne, des consommateurs. Au PMU, l'adaptation va devoir s'opérer sur un fond de redéploiement. Il va se développer sur trois fronts : le réseau de points de vente, la gamme de paris et son marketing, les développements internationaux.

Le plan PMU 2020 donne des indications très crédibles dans ce cadre, sans doute même un peu pessimistes sur le plan de l'activité. Mais toute avance devra être mise à profit pour amplifier l'investissement.

L'exercice budgétaire de l'Institution découle de cet impératif de mobiliser les ressources pour les seuls investissements commerciaux qui soient productifs, ceux qui permettront de faire progresser à terme les retours du

PMU et des autres opérateurs vers les sociétés de courses.

Il y a – toujours suivant la feuille de route qu'est le plan PMU 2020 défini par les sociétés de courses et les représentants de l'Etat – deux à trois années difficiles à passer pour France Galop et le Trot. Cela ne sera pas forcément facile. D'abord parce qu'il ne peut pas être question d'engager nos filières dans une spirale de récession en réduisant les enveloppes d'allocations. Ensuite parce que, pour retrouver l'équilibre des comptes en 2017/2018, il ne sera pas question d'attendre simplement la hausse des retours en provenance du PMU. Il faut mener à bien des restructurations profondes qui vont toucher les organisations des sociétés mères, des sociétés régionales, des organismes communs. Les plans d'économies et le choc de rentabilité sont indispensables. Ils auront aussi leur coût.

Pour trouver à partir de 2018 le chemin d'une nouvelle croissance, pour profiter alors à plein du cycle économique qui se sera développé, les moyens de l'investissement existent aujourd'hui, en particulier les réserves des sociétés de courses. Leur affectation sera une affaire de choix. Un choix qui apparaît assez contraint entre nécessité de soutenir les filières, impératif d'investir dans le GIE qui apportera des retours financiers et des réorganisations sévères.

Si vous ne recevez pas ce bulletin hebdomadaire par mail, il suffit de vous inscrire en nous adressant un courriel à associationpp@yahoo.fr